

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 31 janvier 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20240131-LM-202401312x20x21524253130

Nom de la source

Le Monde

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Mercredi 31 janvier 2024

Le Monde

• p. 26

• 1145 mots



Damien Ernst et Corentin de Salle Le pétrole, nerf de la guerre en Ukraine

Si Kiev s'est abstenu de viser l'infrastructure énergétique russe, il semble aujourd'hui revoir sa stratégie, observent les deux universitaires

Damien Ernst et Corentin de Salle Damien Ernst et Corentin de Salle

Depuis son déclenchement, en février 2022, la guerre russo-ukrainienne bouleverse les équilibres du monde de l'énergie. Le monde occidental s'est progressivement affranchi de sa dépendance au gaz russe. L'Europe n'en importe pratiquement plus : de 1 500 térawattheures par an avant la guerre, elle est passée à moins de 250 térawattheures aujourd'hui. Le gaz russe a en grande partie été remplacé par des importations de gaz liquéfié provenant principalement des Etats-Unis. L'Europe a également délaissé les produits pétroliers russes, qui ont trouvé d'autres marchés, comme l'Inde ou la Chine.

Si la guerre reste militairement incertaine, elle a déjà fait des gagnants et des perdants. L'Europe est aujourd'hui dans le camp des perdants. Son sevrage du gaz russe lui a coûté extrêmement cher. De 2022 au début de 2023, le prix du gaz dépassa même les 200 euros le mégawattheure. Même si le prix actuel semble se stabiliser autour des 30 euros le mégawattheure, cela reste deux fois plus cher qu'avant la guerre et trois fois plus que le prix aux Etats-Unis.

A l'inverse, les Etats-Unis sont dans le camp des gagnants. Ils le doivent notamment à quinze ans d'investissements dans la fracturation hydraulique et à une industrie gazière extrêmement innovante, qui lui ont permis d'exploiter d'immenses ressources en gaz de schiste. Ils ont ainsi quasiment acquis leur souveraineté énergétique, tout en faisant chuter le prix du gaz sur leur territoire, ce qui favorise leur industrie. Les Etats-Unis sont également devenus les premiers exportateurs mondiaux de gaz liquéfié en 2023, devançant désormais le Qatar et l'Australie, avec un volume de 1 400 térawattheures exporté.

Dans un premier temps, la guerre en Ukraine a paradoxalement bénéficié au secteur énergétique russe, de 2022 aux premiers mois de 2023. Mais, en 2024, ce ne sera probablement plus le cas. Les prix ont significativement baissé et la Russie n'a pu trouver d'autres marchés que pour une petite partie du gaz qu'elle destinait habituellement à l'Europe, faute d'infrastructures de transport adéquates.

Surabondance de l'offre

En revanche, pour le pétrole russe, les sanctions occidentales n'ont été que très moyennement efficaces. Tout en mettant à profit une flotte de vieux pétroliers pour contourner les sanctions, la Russie a trouvé d'autres marchés pour écouler son pétrole. Mais, à terme, la Russie se retrouvera elle aussi dans le camp des perdants. En imposant un chantage énergétique à l'Europe, qui ne l'oubliera pas de sitôt, elle s'est en réalité infligé un lourd handicap économique, et à fort long terme. Le futur est incertain : les revenus pétroliers et gaziers russes ont chuté de 24 % en 2023.

Pourtant, malgré ces bouleversements économiques et géostratégiques, l'infrastructure énergétique russe, en particulier son industrie pétrolière, n'a été jusqu'à récemment que fort peu attaquée par les Ukrainiens. De telles attaques pourraient pourtant tarir le financement de la guerre russe : cette industrie est vulnérable en raison de sa superficie immense. Disposant de drones de combat très efficaces, l'Ukraine pourrait, par exemple, facilement attaquer le port russe de Novorossiïsk, sur la mer Noire, lequel abrite le terminal pétrolier de Sheskhari, qui permet à la Russie d'ex-

Documents sauvegardés

porter 1,5 million de barils par jour.

Cette retenue des Ukrainiens pouvait s'expliquer par la crainte de ses alliés occidentaux, en particulier les Etats-Unis, que cela ne conduise à une flambée des prix du pétrole, qui nuirait à la popularité du président américain en pleine période électorale. Il y a deux ans, une telle frappe aurait sans doute provoqué une hausse significative du prix du baril. Mais, aujourd'hui, l'industrie pétrolière dispose d'une importante réserve de production. Par ailleurs, contrairement aux analyses pessimistes de Jean-Marc Jancovici, nous allons même probablement connaître une situation de surabondance d'énergies fossiles dans les prochaines décennies, du fait de la forte augmentation de la production pétrolière, notamment en Amérique (Canada, Brésil, Etats-Unis, etc.).

Pire encore pour la Russie, une légère hausse du baril serait même avantageuse pour les Etats-Unis ! Leur industrie pétrolière, la première du monde avec 14 millions de barils produits par jour, fléchit déjà légèrement en raison de prix un peu trop bas. En témoigne notamment la légère diminution du nombre de plates-formes de forage aux Etats-Unis. Dans ce contexte, éliminer un concurrent pétrolier ne pénaliserait que très faiblement le consommateur, et électeur, américain.

D'autres pays producteurs de pétrole, y compris certains membres de l'OPEP+, pourraient voir la guerre russo-ukrainienne comme une opportunité pour se débarrasser du concurrent russe dans un marché en excès de capacité. Le momentum est là. L'attaque de drones ukrainiens sur un terminal pétrolier du port d'Oust-Louga, menée le 20 janvier, le confirme. Il est aussi, par exemple,

troublant de voir les Etats-Unis racheter du pétrole, début janvier 2024, pour remplir leur réserve stratégique, tandis que la Chine augmentait d'environ 60 % les quotas d'importation de pétrole pour ses raffineries. N'est-ce pas précisément ce que feraient des grandes puissances s'appêtant à une éventuelle rupture, même partielle, de l'approvisionnement en pétrole russe ?

Bien sûr, cela n'est qu'un scénario parmi d'autres. L'évolution de la guerre, tout comme le secteur de l'énergie lui-même, dépend d'une multitude de paramètres. C'est néanmoins une perspective dont il serait judicieux de tenir compte.

La politique étrangère de la Russie dépend fortement des revenus générés par l'exploitation de ses ressources énergétiques – d'où le trait d'ironie de feu le sénateur John McCain (1936-2018) : « *La Russie est une station essence qui se fait passer pour un pays.* » Et lorsque le pétrole est trop bon marché, ce sont les perspectives d'avenir de notre immense voisin qui s'effondrent. Il se retrouve maintenant dans un contexte très défavorable au niveau énergétique, alimenté par une surabondance de l'offre en énergies fossiles. Parallèlement, la guerre en Ukraine l'a coupé des marchés occidentaux. Cela pourrait mettre à mal les recettes financières russes indispensables à son économie de guerre et à son économie tout court.

Mais que l'Ukraine tire profit de ce momentum ou non, il serait audacieux pour l'Occident de se réjouir sans réserve de la crise qui s'aggraverait en Russie. Les grands bouleversements géopolitiques, même ceux qui semblent souhaitables, réservent souvent d'âpres surprises.

Note(s) :

Damien Ernst est professeur à l'université de Liège et professeur invité à Télécom Paris ; Corentin de Salle est juriste et docteur en philosophie. Professeur à l'Ecole pratique des hautes études commerciales et à l'Université libre de Bruxelles, il dirige le bureau d'étude du Mouvement réformateur, parti libéral belge